

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 15 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION

75 rue Sophie Germain
44300 Nantes

Références : N4-2025-383-RI
Code AIOT : 0006301007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2025 dans l'établissement EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION implanté LIEU DIT LA GASSUN 44410 HERBIGNAC. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION
- LIEU DIT LA GASSUN 44410 HERBIGNAC
- Code AIOT : 0006301007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EURIAL INGREDIENTS fait partie de la branche lait EURIAL du groupe AGRIAL.

Elle est spécialisée dans la production de fromage mozzarella, la valorisation des coproduits issus de la fabrication de fromage et de caséine et la concentration et le séchage de produits laitiers.

Thèmes de l'inspection :

- Émissions atmosphériques
- Action Nationale 2025 « Combustion »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
3	Valeurs limites d'émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/05/22, Art 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription
5	Autres valeurs limites d'émissions - Dioxines	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art.62-IV	Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 63	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Registre MCP	Code de l'environnement, Art. R.515-114, R.515-115 et R.515-116
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 8
4	Autres Valeurs limites d'émissions - COV	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 62-II et VI
6	Autres Valeurs limites d'émissions - métaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 62-VI
8	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 73-IV et 73-V
9	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 76
10	Rejet en eaux au milieu	Arrêté Préfectoral du 16/05/22, Art. 3.3.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que les installations de combustion sont bien suivies par l'exploitant.

Elle a, en revanche, montré que les non-conformités récurrentes de la concentration en poussières des émissions de la tour 1 se poursuivent, malgré les actions mises en œuvre par l'exploitant. Cet ouvrage, vieillissant, sera progressivement remplacé, à partir de 2026, par la tour 3, nouvel équipement plus performant.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Art. R.515-114, R.515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R.515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L.512-1, L.512-7 et L.512-8. » R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R.515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R.515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant a saisi les informations sur le registre national pour ses 4 installations de combustion : <ul style="list-style-type: none">✓ Chaudière 10,7 MW gaz ;✓ Chaudière 11,6 MW gaz ;✓ Chaudière 17,53 MW biomasse ;✓ Autre moteur 3,4 MW gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 8

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1

Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Constats :

L'exploitant présente les caractéristiques de ses installations de combustion.

L'exploitant utilise comme combustible du gaz naturel et de la biomasse de telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse.

Lors de l'inspection, il est constaté que la plaquette forestière utilisée par la chaudière biomasse relève effectivement de la rubrique 2910-A.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Valeurs limites d'émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/22, Art 2.2.2

Thème(s) : Actions nationales 2025, air

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations :

	Conduit n°1 -Gaz naturel	Conduit n°2 -Biomasse	Conduit n°3 -Gaz naturel	Conduit n°4 -Gaz naturel
Poussières, y compris particules fines		20		
SO ₂		200		
NO _x en équivalent NO ₂	120	400	120	100
CO	100	200	100	100
COVnm		50		
HAP		0,01		
HCl		10		
HF		5		
Dioxines et furanes		0,1 ng I-TEQ /Nm3		
Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)		
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés		1 exprimée en (As+Se+Te)		
Plomb (Pb) et ses composés		1 (exprimée en Pb)		
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés		20 exprimée en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)		

Installations de séchage:

Paramètre	Concentration en mg/Nm3		
	Tour 1	Tour 2	Tour 3
Poussières, y compris particules fines	40 jusqu'au 04/12/23	40 jusqu'au 04/12/23	10
	10 à compter du 04/12/23	10 à compter du 04/12/23	

Constats :

L'exploitant présente :

- pour chacune des 2 chaudières gaz, les résultats (Veritas, 05/03/2024, 05/09/2023, 12/06/2023 et

09/02/2023). Les valeurs limites d'émissions en NOx et en CO sont respectées, pour toutes les valeurs mesurées.

- pour la biomasse (Veritas, 17/06/24 et 30/05/23) : l'ensemble des valeurs limites d'émissions sont respectées.

- pour les tours de séchage (Veritas 05/09/23 et 04/03/24) :

- en 2023, alors que la valeur limite d'émissions était de 40 mg/Nm³, un dépassement en poussières est constaté pour le vibrofluidiseur (91 mg/Nm³) ;
- en 2024, alors que la valeur limite d'émissions est désormais de 10 mg/Nm³, des dépassements importants en poussières sont constatés pour la Tour 1 (61,1 mg/Nm³) et pour le vibrofluidiseur (84,4 mg/Nm³).

L'exploitant a mis en place, depuis 2021, une procédure de nettoyage renforcée de ses cyclones et conduits. Malgré cela, les non-conformités sont récurrentes.

Cette situation devrait cesser progressivement à partir de la mise en route de la Tour 3 et de l'arrêt progressif de la Tour 1, prévu par l'exploitant en 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N°4 : Autres valeurs limites d'émissions - COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 62-II et VI

Thème(s) : Actions nationales 2025

Prescription contrôlée :

II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1^{er} novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total.

Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.

Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm³.

Constats :

Pour sa chaudière biomasse, l'exploitant présente les résultats (Veritas, 30/05/2023 et 17/06/2024) : la valeur limite d'émissions en COVnm (50 mg/Nm³) est respectée

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Autres valeurs limites d'émissions - dioxines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 62-IV

Thème(s) : Actions nationales 2025

Prescription contrôlée :

IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émissions en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.

Constats :

Pour sa chaudière biomasse, l'exploitant présente les résultats (Veritas, 30/05/2023 et 17/06/2024) :

- en 2023, la valeur limite d'émissions en dioxines et furanes est respectée ;

- en 2024, les dioxines ne sont pas mesurées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera en 2025 à ce que les dioxines soient mesurées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°6 : Autres valeurs limites d'émissions - Métaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 62-VI
Thème(s) : Actions nationales 2025
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes : Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) : - Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) - Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm ³ exprimée en (As+Se+Te) - Plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm ³ exprimée en Pb - Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm ³ pour la somme des métaux Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.
Constats : Pour la chaudière biomasse, l'exploitant présente les résultats (Veritas, 30/05/2023 et 17/06/2024) : les valeurs limites d'émission en métaux sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 63
Thème(s) : Actions nationales 2025
Prescription contrôlée : Système de traitement des fumées. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section : I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.
Constats : Pour la chaudière biomasse, dont l'exploitation est réalisée par l'entreprise Dalkia, l'exploitant présente des éléments sur l'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ses dispositifs de traitement des fumées. Néanmoins, ces éléments ne sont pas formalisés dans une procédure. Pour ses autres chaudières et pour ses tours de séchage, l'exploitant ne présente aucun élément à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établira une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou

de dysfonctionnement pour chacun des dispositifs de traitement des fumées de ses installations de combustion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°8 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 73-IV et 73-V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse
Prescription contrôlée : IV.- Les appareils de combustion de biomasse faisant partie d'une installation de combustion enregistrée avant le 1 ^{er} janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, sont dotés au plus tard le 1 ^{er} septembre 2024 d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multicyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.
Constats : L'exploitant sépare les cendres sous foyer ("mâchefers") et sous multicyclone ("fines") Les mâchefers sont épandus en usage agricole et les fines sont expédiées en centre de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Art. 76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH ₃ dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.
Constats : Les agréments sont définis par arrêté ministériel du 4 décembre 2024. Veritas dispose des agréments pour les prélèvements. Les mesurages in situ sont réalisés par Veritas Saint-Herblain, qui dispose des agréments. Les analyses des dioxines sont réalisées par Eurofins Hambourg, qui dispose de l'agrément pour ce paramètre. Les autres analyses sont réalisées par Eurofins Saverne, qui dispose des agréments.
Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Rejet en eaux au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/22, Art 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : En raison de la pluviométrie exceptionnelle de l'hiver 2023 et du printemps 2024, l'exploitant a rencontré des difficultés durant l'été 2024 pour respecter ses limites de rejet, la période d'irrigation sur prairie ayant été décalée. Durant l'été 2024, il a temporairement rejeté au milieu des débits supérieurs à ceux définis dans son arrêté d'autorisation. L'exploitant définira en 2025 un plan d'actions pour éviter cette situation.
Constats : L'exploitant a initié en 2025, en lien avec les irrigants, des nouvelles modalités de gestion de sa lagune, afin que le niveau d'eau soit bas en sortie d'hiver, ceci devant permettre de diminuer le risque que la situation de l'été 2024 ne se reproduise.
Type de suites proposées : Sans suite